



**Chaire Modélisation Prospective
au service du développement durable**

**Gouvernances nationale et internationale pour
la lutte contre le changement climatique**
Retours d'expériences et pistes d'amélioration

13 novembre 2019

9h30-16h30

MINES ParisTech

60 boulevard Saint Michel – 75006 Paris

Salles V115-V116

Jean-Charles HOURCADE (CIRED) :

Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1.5°C

Restitution réalisée par les élèves du cycle ingénieur civil de MINES ParisTech

A - Faits sur le rapport à 1.5°C

Le rapport "Global Warming of 1.5°C - An IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty." (SR15) est un rapport spécial du GIEC publié à la fin 2018. Il traite des impacts attendus d'une augmentation de 1.5°C de la température mondiale (en comparaison avec les niveaux préindustriels) liée à l'émission de gaz à effets de serre, ainsi que de la variation de l'effort à faire entre un objectif de 2° et un de 1.5°C. Le rapport se place dans un contexte de durcissement de la réponse mondiale face à la menace du changement climatique et d'éradication de la pauvreté.

L'Accord de Paris pose un objectif principal : la limitation de l'augmentation de la température à 2°C dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, et si possible une limitation jusqu'à 1.5°C. Si on parle beaucoup du réchauffement climatique, on oublie généralement de le lier à une autre problématique majeure : la pauvreté. En effet, il est extrêmement difficile pour les pays en voie de développement d'assurer à la fois leur croissance, le bien-être de leur population et la transition énergétique. En ce sens, ce rapport spécial rappelle que les accords ne parlent pas uniquement de contenir le réchauffement de la planète sous 2°C mais aussi d'éradiquer la pauvreté, faisant ainsi le lien avec les ODD, ce qui rend la tâche bien plus complexe. Selon le rapport, rester sous la barre des 1,5°C est totalement envisageable (augmentation de l'électrification, diversification du mix énergétique, recours au nucléaire, etc.), mais c'est l'imposer aux états et aux populations qui pose problème car cela représente, entre autres choses, un changement radical des modes de vie et des secteurs économiques.

Les quatre scénarios retenus ainsi que la presse scientifique font ressortir un grand nombre de données sur les impacts physiques. Ils montrent que nous nous dirigeons vers un réchauffement de 3°C, que les glaciers fondent, qu'avec de nouvelles mesures drastiques nous pourrions limiter à 1.5°C, etc. Mais pourquoi cette limite ? Quelle différence entre 2°C et 1,5°C ? Quels impacts pour chaque individu ? Qu'est-ce qu'on y gagne ? Qui a raison : les états affirmant qu'ils répondront aux objectifs des accords ou ceux qui ne le peuvent pas ? Il y a un réel manquement en termes d'analyse. Le discours est par ailleurs difficilement perceptible par une majorité qui ne voit pas en quoi elle serait concernée. De ce fait, les gouvernements ont des difficultés à mettre en place de vraies politiques de transition énergétique et à s'accorder entre eux.

Le rapport conclut sur une interrogation : quel dispositif doit être mis en place pour limiter le réchauffement à 1,5°C ? Ce qui mène directement à la question du financement : par qui et comment ?

B - Partie finance/économie qui n'est pas passée dans le rapport

La partie concernant le financement a été traitée en dernier, ce qui a posé de grands problèmes de temps. Dès lors, si un pays décide d'objecter les mesures considérées, il reste très peu de temps pour arriver à une nouvelle solution avant l'échéance.

- Le GIEC n'est pas prescriptif

Le GIEC montre qu'il est possible d'atteindre des objectifs climatiques, comme la réduction du réchauffement à 1,5°C, avec des mesures comme l'électrification croissante, le recours au nucléaire, la capture du CO₂, etc. Pourtant, « rien » n'est fait. Est-ce une volonté politique ? Pas vraiment. La raison serait plutôt que le GIEC n'est pas prescriptif : il ne dicte pas une stratégie globale, qui serait directement applicable, pour arriver à ces fins. Le problème majeur est d'ordre financier : le rapport prévoit une multiplication par 4 ou 5 du coût marginal de la tonne de carbone dans le monde, si l'on suit ces trajectoires de réduction des émissions. Il souligne aussi l'importance de la dimension mondiale : cette augmentation touchera aussi les pays en développement, ce qui entraîne de grosses incompatibilités avec leurs modèles économiques. L'intervenant souligne à ce propos que les modèles prennent rarement en compte les conditions géopolitiques mondiales : les tensions, la pauvreté, les révoltes potentielles, etc.

- Demande du fonds Vert pour le climat d'un rapport des experts du GIEC

La question de la gestion financière de la lutte climatique revêt aujourd'hui une importance croissante. Pour cause, le fonds Vert pour le climat a requis l'aide de nombreux experts du GIEC pour mener à bien sa mission.

- Recommandations

Néanmoins, le rapport contient tout de même un certain nombre de recommandations, parmi lesquelles on trouve notamment une incitation à réduire la dépendance de notre économie aux exportations, à investir 0,6% du PIB mondial dans les infrastructures (réseau, communications, etc.), ainsi que 2,5% du PIB mondial dans le but de faire baisser le risque des investissements dans les projets bas carbone.